



Crédits à la consommation sur Internet

Selon les résultats d'une enquête réalisée dans l'ensemble de l'Union européenne, la Norvège et l'Islande, sur les 562 sites contrôlés, seulement 30 % d'entre eux respectent la réglementation européenne applicable en matière de consommation et 70 % d'entre eux (393) feront l'objet d'une enquête plus approfondie.

Les principaux problèmes recensés sont les suivants :

- des informations manquantes dans la publicité pour le crédit à la consommation. Sur 258 sites (46 % des sites contrôlés), la publicité ne comprenait pas toutes les informations de base requises par la directive européenne sur le crédit à la consommation [taux annuel effectif global, inclusion ou non des frais de services connexes (ex assurances) dans le coût total du crédit, durée du contrat du crédit...]
- des omissions d'informations essentielles sur l'offre sur 244 sites (type de taux, durée du crédit et certains coûts afférents au crédit (commission de courtage...)) ;
- une présentation trompeuse des coûts sur 116 sites (méthode de calcul du prix, ou absence d'information sur une assurance obligatoire supplémentaire).

Les autorités nationales prendront contact avec les opérateurs des entreprises afin d'obtenir des éclaircissements ou les inviter à corriger leurs sites et rendront compte de leur action à la Commission européenne avant l'automne 2012.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Au cours du second semestre 2011, 310 000 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 19,3 % par rapport au second semestre 2010 et une hausse de 4,7 % par rapport au premier semestre 2011. Les trois coupures de 20 euros, 50 euros et 100 euros constituent 95 % du total des contrefaçons. Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation est en moyenne de 14,4 milliards au second semestre 2011.

Communiqué de la Commission européenne

En 2011, le nombre de pièces en euros contrefaites a diminué de 15 % par rapport à 2010, soit 156 000 pièces. Les pièces de 2 euros représentent près des deux tiers de la contrefaçon devant les pièces de 1 euro et de 50 centimes.

Pour mémoire, quelques 16 milliards de pièces en euros authentiques sont actuellement en circulation pour les trois valeurs unitaires les plus élevées (0,50 €, 1 € et 2 €). La quantité réduite de pièces contrefaites est le résultat des efforts déployés par les Etats membres, la Commission/OLAF (Office européen de lutte antifraude) et les autres institutions de l'Union européenne.

Dossier législatif

1 – Fonctionnement de l'Union monétaire à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon

La décision du gouverneur de la Banque de France du 27 décembre 2011, publiée au Journal Officiel de la République du 17 janvier 2012, rend applicable dans ces deux collectivités d'outre-mer les deux textes suivants :

- Le règlement de l'Union européenne n° 1358/2011 de la Banque centrale européenne du 14 décembre 2011 modifiant le règlement CE n° 1745/2003 (BCE/2003/9) concernant les réserves obligatoires (BCE/2011/26) ;
- La décision de la BCE du 14 décembre 2011 relative à des mesures temporaires supplémentaires concernant les opérations de refinancement de l'Eurosystème et l'éligibilité des garanties (BCE/2011/25).

Les textes susvisés sont consultables auprès des agences locales de l'IEDOM.

2 – Surendettement

L'Assemblée nationale a rejeté, le 26 janvier 2012, la proposition de loi visant notamment à créer un répertoire national (parfois appelé « fichier positif ») géré exclusivement par la Banque de France et recensant les crédits accordés par les établissements de crédit aux personnes physiques pour des besoins non professionnels.

Outre-mer

A l'initiative des ministères de l'outre-mer, de l'écologie et du tourisme, un passeport biodiversité a été élaboré afin de sensibiliser les voyageurs à la protection de la biodiversité en outre-mer tout en assurant une promotion de ces destinations touristiques. 300 000 passeports en français et en anglais seront diffusés dans les 12 territoires d'outre-mer qui représentent 80 % de la biodiversité française.

Le passeport vert « la biodiversité en outre-mer pour un tourisme responsable » est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.outre-mer.gouv.fr/?passeport-vert-la-biodiversite-en-outre-mer.html>

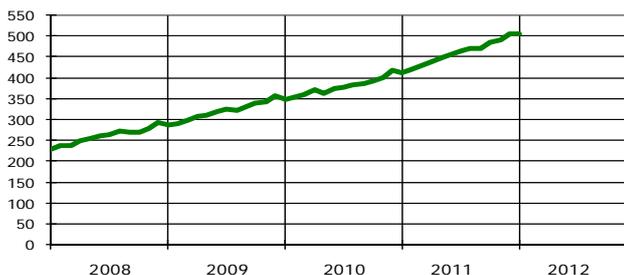
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

Au 31 janvier, les émissions nettes de billets se contractent de 2,8 millions d'euros sur le mois (soit -0,6 % contre +3,4 % le mois précédent) tout en restant supérieur au seuil des 500 millions d'euros cumulés franchi dans le courant du mois de décembre 2011, à 503,5 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre affichent un repli plus accentué : -2 %, après +3,65 % le mois précédent. Cette contraction tant en volume qu'en valeur est conforme à la tendance observée ces dernières années : en décembre, l'activité commerciale intense accroît les besoins en numéraire, tirant les volumes prélevés vers le haut. L'accalmie de janvier génère des reversements qui contractent la masse monétaire fiduciaire théorique en circulation sur le territoire. Le nombre de billets émis par l'IEDOM à Mayotte se situe ainsi sous la barre de 9,3 millions au 31 janvier 2012, dont plus de 73 % sont des coupures de 50 €. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est appréciée de plus de deux euros en glissement annuel : elle représente 54,1 € au 31 janvier.

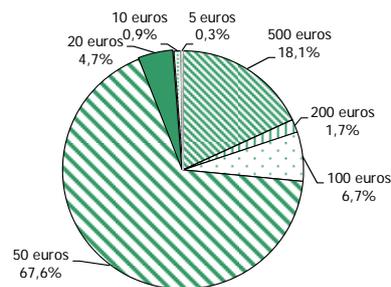
Emissions nettes cumulées de billet au 31 janvier 2012

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en valeur au 31 janvier 2012



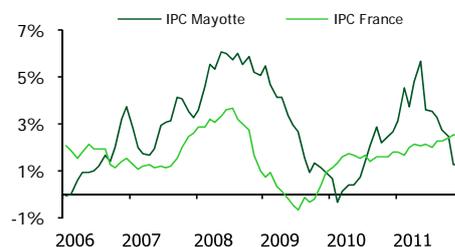
Source: IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Indice des prix

En décembre 2011, l'indice des prix à la consommation à Mayotte a légèrement progressé de 0,3 %. Les transports et communications enregistrent une croissance de 5,3 % sous l'effet de la hausse saisonnière des tarifs aériens. Le prix des boissons alcoolisées s'est renchéri de 0,8 % alors que celui des viandes et volailles, et des produits frais restent stables (+0,2 %). Pour sa part, le prix de l'énergie est en recul de 0,6 % en raison de la baisse du prix du gazole. En glissement annuel (décembre 2011/décembre 2010), les prix ont augmenté de 1,2 %. L'énergie, le transport et les télécommunications ainsi que le tabac coûtent respectivement 6 %, 7 % et 11 % plus chers.

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)

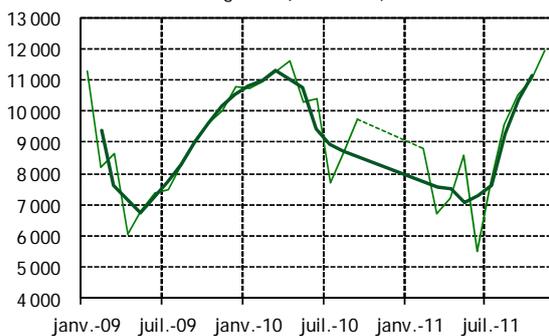


Source: INSEE
Base 100: année 2006

Emploi

A fin novembre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 11 923 contre 10 976 en octobre 2011, soit une augmentation de 8,6 %. Sur les 11 923 demandeurs d'emploi, 63 % ont entre 25 et 49 ans dont 75 % de femmes. Quelque 54 % des demandeurs d'emploi n'ont pas de qualification renseignée. 179 offres d'emploi ont été enregistrées à la fin du mois de novembre, en hausse de 9,8 % par rapport au mois précédent. Plus de la moitié concerne des emplois temporaires. En glissement annuel toutefois, (novembre 2011 par rapport à novembre 2010), les offres d'emploi enregistrent un repli de 35,8%.

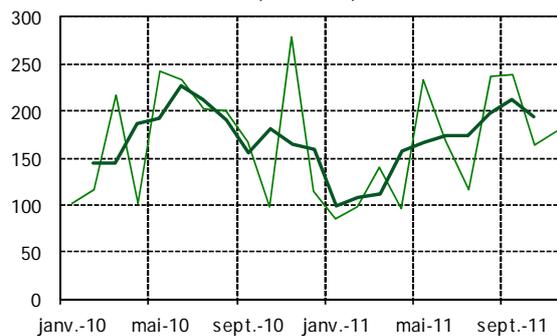
Demandeurs d'emplois en fin de mois
Catégorie A (en nombre)



Source: Pôle Emploi

* Les données entre oct.2010 et janv.2011 ne sont pas disponibles. Les points sont reliés par une courbe en pointillés.

Offres d'emplois
(en nombre)



Source: Pôle Emploi

Economie

Dans sa séance du 16 janvier 2012, la commission permanente du Conseil général a acté la création d'une société publique locale (SPL976). Cette structure juridique lui permettra de répondre aux besoins relevant des domaines de l'aménagement et la construction de services publics locaux. Le capital social est de 85 000 euros, l'actionnaire majoritaire étant le Conseil général (45 000 euros). Quatre communes y ont pris part à hauteur de 10 000 euros chacune. Pour financer les projets issus de cette structure, les élus comptent s'appuyer sur la Century Bank basée à Maurice et le Qatary Diar Real Estate Investment Co., filiale du Qatar Investment Authority, fonds d'investissement souverain du Qatar. M. Ghanem Ben Saad Al-Saad, représentant de l'émir du Qatar, a rencontré les élus et les acteurs économiques les 30 et 31 janvier afin d'évoquer la coordination des projets qui pourraient potentiellement être financés.

Le 16 janvier, les conseillers généraux ont également décidé de la rénovation et de la mise aux normes du stade de Cavani. L'investissement de 4,5 millions d'euros est financé à hauteur de 4 millions d'euros par le centre national du développement sportif (CNDS), 400 000 euros par la fédération française de football et 100 000 euros par la fédération française de rugby.

Le groupe SNC-Lavalin, en charge des travaux de construction de l'aéroport de Pamandzi, bénéficie d'un prêt de 45 millions d'euros octroyé par la Banque de La Réunion et BPCE International et Outre-mer sur une durée de 15 ans. Le groupe bénéficiera également d'une subvention de l'Etat d'un montant de 10 millions d'euros.

Social

Une quarantaine d'agents du Conseil général ainsi qu'une vingtaine d'agents de la Caisse d'allocations familiales ont bénéficié d'une formation concernant l'accueil du public éligible au RSA. Ils sont répartis sur l'ensemble de l'île. Le nombre de foyers potentiellement bénéficiaires est estimé entre 16 000 et 25 000. L'enveloppe prévue pour le paiement est comprise entre 11 et 15 millions d'euros. Le premier paiement devrait intervenir le 5 mars avec effet rétroactif au 1^{er} janvier.

Santé

L'agence régionale de santé (ARS) de l'Océan indien, en collaboration avec la préfecture et les communes, a lancé une campagne contre le paludisme. Quelques 130 000 moustiquaires seront distribuées à partir du 6 février 2012.

Education

M. Emmanuel ROUX, administrateur provisoire du centre universitaire de formation et de recherche (CUFR) de Mayotte, a annoncé l'ouverture de la structure à la rentrée 2012. Les membres du conseil d'administration seront nommés par le préfet. Ils devront désigner les universités partenaires du CUFR et décider des programmes et filières. 1000 étudiants sont attendus en 2012.

Institutionnel

Le 13 janvier 2012, M. Norbert MARTINEZ, Directeur de la société Maintenance industrielle mahoraise (MIM), en charge de l'entretien des engins du port de Longoni, a été élu président de la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte (CCIM), en remplacement de Mme Ida NEL.

ACTUALITE REGIONALE

En dépit d'une importante mobilisation de ses partisans, le 21 janvier, l'avion de l'ancien président malgache, Marc RAVALOMANANA, n'a pas été autorisé à atterrir à l'aéroport d'IVATO. Marc RAVALOMANANA a été contraint de retourner en Afrique du Sud où il est assigné à résidence depuis son éviction du pouvoir, en 2009.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		déc.-11	113,8	0,2%	1,2%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		nov.-11	11 923	8,6%	-
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-11	19 329	3,7%	-18,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-11	305 970	6,7%	-4,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-11	519	12,1%	-36,2%
		cumulées	déc.-11	6 511	8,7%	-27,7%
	Taux de couverture	mensuels	déc.-11	2,68%	0,20 pt	-0,75 pt
		cumulés	déc.-11	2,13%	0,04 pt	-1,03 pt
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	déc.-11	369	17,5%	-29,2%
		cumulés	déc.-11	5 394	-	-9,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	déc.-11	29 971	92,1%	11,9%
		cumulés	déc.-11	289 919	-	3,6%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	déc.-11	37,1	-6,9%	-0,2%
	(départs)	cumulés	déc.-11	998,2	-	n.d
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	déc.-11	8 300	n.d	-11,1%
		cumulées	déc.-11	71 267	n.d	-7,6%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	déc.-11	10 194	13,5%	2,9%
		cumulée	déc.-11	109 523	-	-2,5%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊTS ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	1,00%	date d'effet	14/12/2011
Taux de la facilité de prêt marginal		1,75%		14/12/2011
Taux de la facilité de dépôt		0,25%		14/12/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Janvier 2012)				
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,9835%	0,7845%	0,6168%	0,3877%	0,8380%	1,2230%	1,5060%	1,8370%	

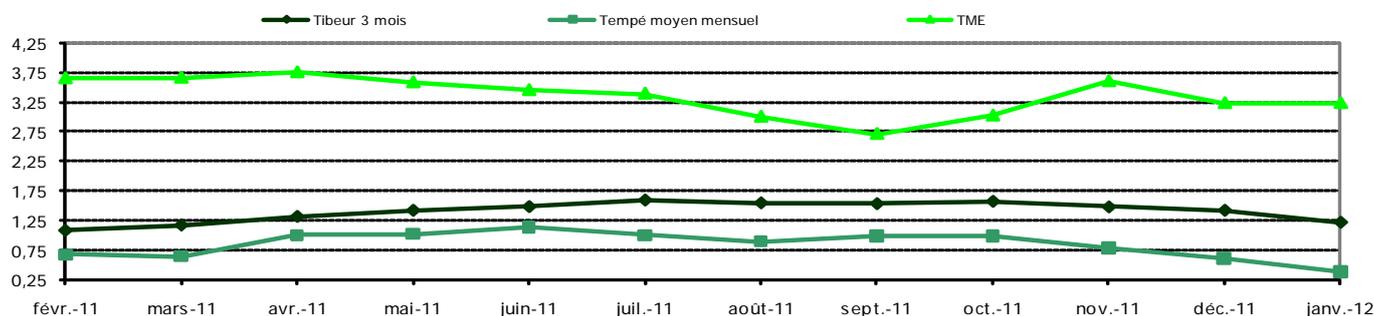
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	octobre	Novembre	Décembre	Janvier
3,02%	3,60%	3,23%	3,23%	3,22%	3,80%	3,43%	3,43%

Taux de l'usure (applicable au premier trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	15,78%
Prêts à taux fixe	6,24%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,60%
Prêts à taux variable	5,83%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts relais	6,43%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,67%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,45%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,65%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,29%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,15%	Découverts en compte (1)	13,80%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	13,98%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,53%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,69%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	12,51%	Découverts en compte (1)	13,80%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

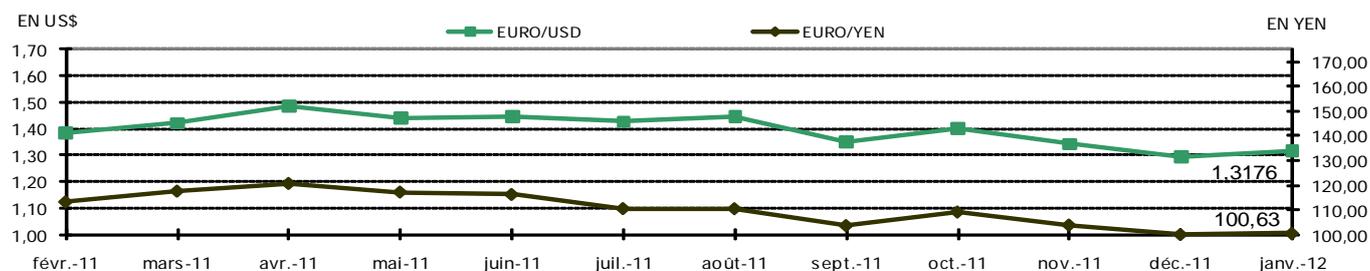
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3176	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,2530	EURO/SRD (Surinam)	4,31760
EURO/JPY (Japon)	100,6300	EURO/BWP (Botswana)	9,58170	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,34200
EURO/CAD (Canada)	1,3134	EURO/SCR (Seychelles)	18,6441	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,9612
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83510	EURO/MUR (Maurice)	38,3354	EURO/BBD (La Barbade)	2,61680
EURO/SGD (Singapour)	1,6487	EURO/BRL (Brésil)	2,2893	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,36000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,2194	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,61910	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2871,8841	EURO/XCD (Dominique)	3,5326	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N de SEZE - Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT

Editeur et Imprimeur : IEDOM - BP 500 - 97600 MAMOUDZOU

Achévé d'imprimer le 9 février 2012 - Dépôt légal : février 2012 - ISSN 1240-280X